

16 février 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Stratégie spatiale européenne : le discours du Président Emmanuel Macron depuis Toulouse.

Mesdames et messieurs les ministres,
Monsieur le Commissaire, cher Thierry,
Mesdames et messieurs les représentants des pays de l'Agence spatiale européenne,
Mesdames et messieurs les députés,
Monsieur le Sénateur,
Monsieur le député européen,
Madame la Présidente du Conseil régional,
Monsieur le Président du Conseil départemental,
Monsieur le maire,
Monsieur le Directeur de l'Agence Spatiale Européenne,
Monsieur le Préfet de région,
Mesdames et messieurs les chefs d'entreprises,
Mesdames et messieurs en vos grades et qualités,

Je suis très heureux de vous retrouver ici aujourd'hui dans cette belle région qui m'est chère et dans cette belle ville de Toulouse dont le destin est lié, entre autres, à l'aventure spatiale mais à l'excellence de toutes les industries qui y sont liées. Et vous le savez, nous avons placé la présidence française sous le signe de la souveraineté européenne. Faire en sorte en quelque sorte dans tous les domaines que notre union se donne les moyens de définir sa propre politique en coopérant avec qui elle choisit mais sans dépendre des choix des autres. Voilà notre ambition. Je crois que le monde dans lequel nous vivons nous conforte chaque jour davantage dans cette conviction - elle pouvait sembler théorique à quelques-uns il y a encore quelques mois. S'il fallait des démonstrations, nous les avons eues. Et si nous voulons concrétiser cet objectif de souveraineté, un passage obligé indispensable, souveraineté des souverainetés, est bien l'espace.

Sans maîtrise de l'espace, en effet, pas de souveraineté technologique. L'accès à Internet, la navigation par satellite, tout cela dépend en grande partie de l'espace. Sans maîtrise de l'espace, pas de souveraineté industrielle et économique au-delà des dizaines de milliers d'emplois, 32 000 emplois directs pour la France seulement qui sont concernés donc par le secteur, le spatial oriente tout un écosystème de recherche, d'innovation et d'industrie. Sans maîtrise de l'espace, pas d'avancée scientifique ni de connaissance fine des grands enjeux environnementaux et climatiques. Sans maîtrise de l'espace, pas de souveraineté stratégique et militaire. La maîtrise des réseaux de communication, des échanges de données, l'observation des mouvements des différentes armées sur la planète, le spatial est devenu aussi un des nouveaux lieux des conflictualités contemporaines. Sans maîtrise de l'espace, il n'existe pas au fond de puissance complète capable tout à la fois de maîtriser pleinement son destin et de conquérir de nouvelles frontières. Pour toutes ces raisons, l'espace est une priorité de la présidence française mais aussi car la France est, de manière concomitante, co-Présidente du Conseil de l'Agence spatiale européenne avec le Portugal.

Alors, notre Europe, en matière justement spatiale, dispose d'atouts considérables qui en font une puissance spatiale de premier plan ; vous en êtes pour beaucoup dans cette salle les acteurs directs. Nos programmes opérationnels sont parmi les plus performants du monde : Copernicus qui assure la collecte et l'analyse des données d'observation de la Terre, Galileo, avec 22 satellites utilisés sur 2 milliards d'appareils, qui permet gratuitement un accès à son positionnement de manière plus précise que GPS. Ce sont là deux succès majeurs, pour n'en citer que deux, devenus indispensables à notre quotidien. Avec Ariane, plus de 110 lancements réussis, Vega, nous disposons également d'une autonomie d'accès à l'espace. Ariane reste le lanceur le plus fiable du monde et nous avons eu une nouvelle preuve avec le lancement impeccable du télescope James WEBB en fin d'année dernière. Nous nous appuyons plus largement sur une base industrielle solide, avec notamment des acteurs européens dans le domaine des satellites - ADS, DAS, OHB - venant des principales nations industrielles du secteur et qui sont des leaders mondiaux sur leurs marchés, et tout un tissu d'acteurs émergents très dynamiques et prometteurs, qu'il s'agisse de PME ou d'ETI qui se sont consolidées depuis des années ou de ces start-up, ce qu'on appelle aujourd'hui le new space, qui sont en train d'émerger. Et donc nous avons, nous, Européens, véritablement une force industrielle, toutes les tailles d'entreprises, tous les âges, si je puis dire, et la nécessité aussi de bâtir des coopérations entre nos grands acteurs installés, solides, et ces acteurs du new space partout dans nos pays. Nous continuons également d'incarner l'avant-

garde des missions d'exploration, que ce soit avec Philae vers la comète Tchouri, ExoMars, Persévérance sur Mars et je veux ici remercier l'ensemble des grands centres de recherche, qu'il s'agisse du CNES, du CNRS, du CEA mais aussi le DLR, l'ASI pour citer l'Allemagne et l'Italie, entre autres, et toutes les agences et universités européennes de premier plan qui prennent leur part de ce rêve européen. Nous pouvons également compter sur des visages mondialement connus. Je pense à Samantha CRISTOFORETTI, Matthias MAURER, Thomas PESQUET et 40 ans après le premier vol habité de Jean-Loup CHRÉTIEN, je me réjouis de voir que l'appel de l'ESA pour les jeunes astronautes rencontre un succès extrêmement fort, avec plus de 22 000 candidatures et près de 40 % de femmes retenues ; c'était l'objectif poursuivi, et je me souviens très bien de l'ambition que Thomas PESQUET lui-même, en étant un de ses ambassadeurs voulait promouvoir, qui est une vraie transformation aussi, voilà, de ces visages et cette nouvelle génération.

Et donc toutes ces réussites sont bien là, tangibles. C'est le fruit de décennies de recherches, d'investissements de nos nations, de construction d'une coopération européenne et d'une excellence scientifique, de recherches fondamentales et appliquées, d'excellence industrielle et qui irrigue tous nos territoires. Ici, nous le savons ô combien, mais beaucoup des territoires européens que j'évoquais au travers des quelques industriels ou organismes de recherche mentionnés vivent aussi à travers ces emplois. Néanmoins, ces réussites ne doivent pas nous interdire de faire preuve de lucidité, ce qui est la condition pour embrasser l'avenir. L'Europe a aussi manqué ces dernières années, certains tournants stratégiques, notamment dans les lanceurs, en sous-estimant des émergences très rapides de certains de nos concurrents. La concurrence, en effet, est de plus en plus vive entre puissances : États-Unis, Chine, Russie devançant ainsi l'Europe en termes de nombre de lancements, tandis que d'autres, comme le Japon, l'Inde, l'Iran, la Corée du Sud, se sont engagés avec beaucoup de force dans la course. Et pour certaines, cités à l'instant, sont en train de réinvestir aussi massivement. Nous avons sans doute sous-estimé l'émergence météoritique d'acteurs privés qui ont su, en quelques années, mobiliser des moyens massifs et effectuer de véritables percées, y compris en termes de positionnement technologique qu'il y a 5 à 10 ans, nous croyions nous-mêmes impossible. SpaceX, Blue Origin ne sont hélas pas européens. Et ils ont fait des paris et ils ont su marier, ce qui est un modèle d'ailleurs dont nous devons nous inspirer, des moyens publics importants, des agences et des organismes de recherche publics et la vélocité d'acteurs privés émergents. Nous avons pris du retard dans la course à l'armement spatial. Songez qu'il existe des satellites espions qui peuvent chercher à interagir, par exemple, avec nos propres satellites, et d'autres puissances développent des technologies qui leur permettront d'aborder les objets en orbite. Tout ça n'est pas de la science-fiction, ça se passe aujourd'hui et il y a des investissements massifs faits par certains de nos concurrents. Et si l'Europe est très largement absente de cette nouvelle donne, si notre industrie est aujourd'hui concurrencée sur notre sol même, c'est pour une raison simple : c'est que nous n'avons pas suffisamment assumé, il y a quelques années, notre aventure spatiale et nous ne nous sommes pas accordés parfois sur une vision commune au fond, parce que nous n'avons pas suffisamment cru en nous. Et je pense qu'il faut tirer les conséquences de ces années où nous avons laissé certains de nos concurrents aller plus vite. Ils ont investi davantage, ils ont fait des paris technologiques plus osés et surtout, ils ont mis des moyens plus importants parce qu'ils ont bénéficié de nos divisions.

Je suis sûr d'une chose : quand les Européens savent se regrouper, harmoniser leurs vues, faire des choix de recherche technologique et industrielle de rupture audacieux, alors, ils sont à l'avant-garde. Et donc ce que je viens de décrire avec beaucoup de lucidité n'est pas une fatalité, c'est ce que nous allons rattraper par les choix que nous sommes en train de faire aujourd'hui. Parce que si notre industrie est aujourd'hui attaquée, disputée par de nouveaux acteurs qui ne sont plus sur le sol européen, et si nous restions en quelque sorte inertes, nous sortirions de l'histoire. Mais le choix que nous sommes en train de faire collectivement est à l'inverse : agir en urgence, porter pour ne pas nous faire imposer des solutions par d'autres, une vision européenne de la conquête spatiale et donc acter des choix clairs, structurants, avec des réactions massives de court terme, mais avec aussi le sens du temps long, comme nous avons d'ailleurs su le faire ces dernières années en matière de batteries, d'hydrogène ou encore d'électronique avec le récent Chips Act. Et je le dis ici pour nous conforter. Je me souviens encore, vous savez, il y a 5 ans, presque jour pour jour, nos grands industriels dans l'automobile me disaient : « Nous ne faisons pas les batteries en Europe. N'allez pas trop vite sur l'électrique. Les batteries électriques, ce n'est pas l'Europe, la Chine et la Corée ». Nous avons conjuré cette fatalité parce que nous avons agi en européen, on a bâti des alliances ; pour la seule France, il y a 3 grands projets. On nous expliquait, il y a encore quelques mois, que sur les semi-conducteurs, l'Europe était en train de sortir de la course. Nous nous sommes mobilisés, réunifiés, nous avons investi et nous sommes en train de construire les projets qui vont nous permettre de rattraper ce retard. Je crois très profondément que sur le spatial, nous avons une situation qui est, d'abord, avec les points forts que j'ai évoqués, mais des faiblesses relatives, il y a la situation récente, nous avons largement les moyens de les compenser, si nous savons agir sur la même mode. Voilà l'objet à mes yeux de la réunion de ce jour qui se fonde notamment sur les travaux de l'Union et du commissaire Thierry BRETON. Et je veux l'en remercier, car en particulier, les travaux sortis hier et qui ont donné lieu, je le sais, à des discussions fructueuses ce matin entre les ministres étaient importants, ainsi que l'engagement de l'ESA et de son directeur général Josef ASCHBACHER. Et donc, merci à vous pour ces travaux.

Alors, la première chose, pour moi, le premier axe que nous devons poursuivre, c'est assurer notre compétitivité et notre souveraineté scientifique et industrielle. Pour ça, la première condition de la compétitivité

et de la souveraineté spatiale, ce sont les lanceurs. C'est la base de tout, c'est ce qui permet d'accéder au rang de puissance spatiale. Nous, Européens, devons bâtir de grands projets de lanceurs. Nous avons déjà fait beaucoup. La conférence ministérielle de Séville a permis de confirmer le programme Ariane 6. Il y aura donc une Ariane 6 avec de vraies perspectives commerciales. Et l'accord, à l'ESA, signé cet été ainsi que les accords bilatéraux ont permis de sécuriser cet avenir en assurant leur charge par une visibilité sur les lancements prévus. Il est plus que jamais nécessaire d'appliquer une préférence européenne pour le lancement de satellites institutionnels comme le font nos concurrents. Et là, je le dis très clairement : il n'y a pas de politique industrielle et de recherche, si l'Europe est la seule puissance naïve, c'est-à-dire la seule puissance qui n'impliquerait pas un principe de préférence pour elle-même. Les Chinois le font, les Américains le font, ne le faisons pas de manière systématique ! Tout cela est ce qui va nous permettre de donner un plan de charge qui nous permet : de rentabiliser nos modèles, de donner de la visibilité, de continuer à innover. Et au fond, quand on a du plan de charge grâce au lancement institutionnels et commerciaux, d'abord, plus on se donne du plan de charge avec nos lancements institutionnels, plus on est compétitif sur le commercial, plus on gagne sur le commercial, plus on peut rentabiliser le produit et bâtir notre compétitivité de demain et plus on évite de compenser notre propre naïveté par des financements publics qui, historiquement — ce que nous avons trop souvent fait — cela n'est cependant pas suffisant. L'Europe doit prendre pleinement le virage des mini et micro-lanceurs réutilisables. Il nous faut en effet développer nos investissements publics et privés dans les technologies de rupture, comme on commençait à le faire certains Etats. Nous avons commencé à le faire en France avec France 2030, plusieurs projets qui se lancent, par exemple, à Vernon ou à Reims. Il y a en Allemagne, en Italie, en Espagne, des projets très structurants qui se lancent aussi sur ces sujets et chez beaucoup d'autres collègues européens. Il nous faut continuer à aller de l'avant, pas en cherchant à rattraper notre retard, mais en pensant à l'étape d'après, en visant la frontière technologique. D'abord dans une logique de compétition entre projets et avec comme objectif ultime de coopérer entre Etats membres avec l'alliance des lanceurs que porte Thierry BRETON.

Seconde condition de la compétitivité et souveraineté spatiale, ce sont les constellations. Ce sujet est encore peu connu du grand public, mais — je reconnais plusieurs visages — il est largement connu pour une bonne partie d'entre vous. En effet, les constellations sont au coeur des travaux de beaucoup de nos industriels, de nos organismes de recherche et elles seront au coeur de nos existences, de nos vies de demain. Pourquoi ? Parce que réseaux et objets militaires, connectés, services de secours, véhicules autonomes, transport maritime, téléconsultation, téléchirurgie, lutte contre la fracture numérique, tout ce qui fait déjà notre quotidien, une bonne partie de nos combats suppose ces infrastructures et les constellations. L'Europe doit prendre sa part dans la révolution des constellations. C'est une question de souveraineté et d'efficacité. Qui peut imaginer, parce que nous n'aurions pas une constellation européenne, de fait, nous décidions de déléguer la maîtrise des données de circulation ou la maîtrise des données de santé des Européens à d'autres puissances. En tout cas à des acteurs qui, étant non-européens, ne peuvent pas être régulés par le droit européen. Et donc, nous serions mis par le développement des objets connectés, de tous les usages que je viens d'évoquer dans des situations où face à la demande légitime de nos industriels, de nos compatriotes, nous serions en train de développer ces usages mais les infrastructures spatiales, elles, seraient maîtrisées par d'autres acteurs et donc régulées par d'autres normes, d'autres espaces. Démocratiquement et pas simplement industriellement, nous serions face véritablement à une situation inacceptable. C'est aussi une question de prospérité économique dans le secteur de la construction de ces constellations où des acteurs comme Iridium Next, Globalstar, Telesat, OneWeb, O3b etc. ont des savoir-faire de premier ordre. Et les autres puissances se sont déjà engagées dans des développements massifs de constellations, qu'il s'agisse de constellations civiles, OneWeb, Kuiper, pour n'en citer que deux, ou militaires aux Etats-Unis, notamment.

Et donc, il nous revient à nous, Européens, de prendre, sur ce sujet des constellations, notre destin en main. Et il y a urgence. En effet, le nombre de constellations de télécommunications pouvant être déployées est réduit. Moins d'une dizaine, sans doute. Nous devons donc, sans attendre, unir les forces des Etats membres, regrouper les différentes initiatives en germe pour avancer. La Commission européenne, grâce à l'engagement du Commissaire, vient de présenter une proposition ambitieuse pour concrétiser une constellation européenne de connectivité. Plus d'une dizaine de consortiums ont répondu à son appel d'offres. Il faut désormais transformer l'essai et mobiliser toute la filière européenne, qu'il s'agisse des nouveaux entrants comme des acteurs en place. En innovant, car chacun pressent que les ruptures technologiques dans ce domaine sont à portée de main, en utilisant l'achat direct de services pour encourager le passage à l'échelle, pour faire en sorte que les nouveaux acteurs du domaine soient européens et en clarifiant rapidement nos besoins et nos priorités pour cette aventure. La France, je le dis très clairement, sera au rendez-vous de cette révolution. D'abord en mettant à disposition de l'Union l'actif précieux que représentent les assignations prioritaires de fréquences dont elle dispose. Ensuite, en se lançant elle-même dans sa part d'investissement et dans les prochains jours dans le cadre de France 2030, deux appels pour mobiliser les acteurs, porteront justement des projets innovants en la matière. L'un sur les services en orbite et l'un sur les projets de constellation de rupture, par exemple pour soutenir des projets comme ceux de LoftOrbital, qui permet de complètement révolutionner les services en orbite dont une large partie est portée ici même d'ailleurs à Toulouse, ou E-Space, qui est véritablement un projet totalement transformant en termes de constellations de ruptures et bien d'autres encore. Je n'en cite que deux. Ce sujet des constellations européennes est une véritable révolution, mais c'est un devoir pour nous pour les raisons de souveraineté et les raisons économiques que j'évoquais.

en savoir plus pour nous pour les raisons de souveraineté et les raisons économiques que j'évoquais.

Mais c'est aussi un projet géopolitique pour notre Europe, car nous allons offrir à nos compatriotes et à nos industries des solutions de connectivité complètement souveraine avec des développements économiques et parce que ce faisant, nous allons aussi bâtir une alliance Nord-Sud en termes de connectivité. Et je sais que vous en avez débattu ce matin et je vous remercie d'ailleurs des choix faits. Mais permettre d'offrir à l'Afrique la possibilité de déployer sa connectivité dans une alliance totalement nouvelle entre l'Europe et l'Afrique, permettre de déployer des projets pour nos pôles en matière de recherche et d'observation est une véritable révolution géopolitique et de recherche que le projet de constellation européenne offrira. Voilà pour les grands axes, pour notre compétitivité, notre souveraineté scientifique et industrielle.

Deuxième grand pilier pour moi de l'action spatiale que nous devons conduire, c'est celui de la puissance et la part militaire qui existe derrière ce sujet de l'espace. L'espace, en effet, est aussi l'expression de la stratégie des puissances et nous devons regarder en face cette réalité. En effet, au-delà des stratégies économiques et industrielles, c'est le lieu de déploiement de stratégie militaire, de puissance et de nouvelle conflictualité. La France est l'une des seules grandes puissances à s'être pleinement engagée dans ce domaine. Avec notre stratégie spatiale de défense qui acte plus de 5 milliards d'euros d'investissement jusqu'en 2025 nous avons ajouté aux missions classiques d'observation, de télécommunication et d'écoute, une véritable capacité d'action dans l'espace exo-atmosphérique. L'Armée de l'air et désormais de l'espace, a été dotée d'un grand commandement de l'espace, basé ici-même, Toulouse, auprès duquel j'étais il y a quelques mois, à l'instar des armées de nos grands alliés européens. Au niveau international, l'installation à Toulouse du Centre d'excellence de l'OTAN, pour le spatial, permettra la coopération entre États membres alliés et les travaux sur la boussole stratégique dont l'élaboration se poursuit devraient permettre de progresser sur la voie d'une stratégie militaire européenne spatiale. Il nous faut en effet parachever des éléments de doctrine claire, qui nous permettront d'avoir le cadre nous autorisant la meilleure réactivité possible. Car nous l'avons encore vu il y a quelques mois, l'agressivité et peut-être les sujets de conflits ou les provocations se multiplieront, et il nous faut donc définir les éléments de doctrine claire qui permettront la plus grande réactivité de celles et ceux qui ont à prendre les décisions opérationnelles et des marges de manoeuvre qui conviennent. Notre ambition en la matière est sans agressivité, mais sans naïveté, de nous doter d'une vision sur la protection et la résilience de nos infrastructures spatiales et sur la manière de riposter avec l'ensemble de nos alliés, à des agressions sur nos capacités. Cela passe par des investissements européens en matériel, en innovation, en recherche. Il s'agit justement de saisir toutes les opportunités offertes là aussi par le new space. Ils seront mis à l'honneur au cours de notre exercice de défense spatial AsterX 2022, qui aura lieu ici-même dans quelques semaines.

Mais l'enjeu, et c'est le troisième pilier pour moi, de cette aventure et de cette vision en matière spatiale qu'il nous faut avoir, l'enjeu est aussi de faire de l'espace un lieu de protection d'un bien commun par la promotion de standards de régulation. A ce titre, la gestion du trafic spatial figure parmi nos priorités. Dans la continuité du projet EU SST qui regroupe 7 pays européens, nous définirons un modèle européen de la gestion du trafic spatial qui sera notre base de négociation d'un accord de niveau international. Nous voulons, comme nous l'avons fait dans d'autres domaines, que l'Europe sache bâtir un cadre de régulation, qu'elle pense pour elle-même et qu'elle bâtisse un référentiel de régulation qui puisse ensuite être partagé par les autres puissances, voire progressivement s'imposer comme nous l'avons fait, par exemple, dans le numérique. Ainsi pourrions-nous faire en sorte que les attaques ne se dissimulent plus, comme c'est le cas actuellement, derrière des prétextes de collision et de dysfonctionnements. L'Espace, en effet, ne peut pas être une zone de non-droit. Nous avons trop d'intérêts en jeu sur le plan économique, sur le plan souverain de la continuité du fonctionnement de beaucoup de nos services publics ou sur le plan militaire. L'Espace est un bien commun de l'humanité qui, pour continuer à l'être, doit être sorti des seules logiques de marché et de puissance et être régulé. Or, aujourd'hui, ça n'est pas le cas. Nous sommes dans une logique de faits où s'imposent parfois, les provocations, les actes unilatéraux, en tout cas, les choix faits par certains et en quelque sorte, nous les subissons et réagissons. Il nous faut donc construire ce cadre de régulation. Nous allons faire une proposition européenne, puis essayer de la bâtir au niveau international. Et je veux saluer l'engagement de beaucoup d'académiques, d'organisations non gouvernementales en la matière, par exemple, l'initiative Net Zero Space qui s'inscrit exactement dans cette logique et cette dynamique et qu'il nous faut soutenir et dont il nous faut nous inspirer. Là aussi en France, avec France 2030, nous présenterons dans les prochains jours des appels à projets pour soutenir les projets de surveillance de l'espace et contribuer à ce travail.

Puis, enfin, le quatrième et dernier axe que je souhaitais ici vous présenter et partager avec vous, c'est notre espace, l'aventure spatiale et par excellence et doit rester par excellence, un projet fondamental de recherche et d'exploration scientifique. L'espace est un levier majeur par lui-même, pour la recherche fondamentale et appliquée et pour les nombreuses applications qu'il permet de développer, en particulier, le défi du climat que je mentionnais tout à l'heure. Peu de nos concitoyens le savent, mais la maîtrise de l'espace peut-être un levier décisif pour mesurer, et ainsi tenter de baisser les émissions de gaz à effet de serre. Non seulement parce qu'elles permettent de mieux connaître l'état de la biosphère, en mesurant par des capteurs l'état des océans, des glaces, des eaux douces, des couches de l'atmosphère mais ensuite parce qu'elles permettent de suivre l'évolution du grand réchauffement. Le programme Copernicus met ainsi à disposition du monde pas moins de 420 PetaBytes de données d'observation de la Terre, qui permettent de cartographier en temps réel l'évolution

des températures, ou de la ressource en eau. L'espace peut être aussi un outil de vérification, pour la tenue par les États de leur engagement de la baisse des émissions. C'est même l'un des moyens les plus sûrs pour le faire. C'est ainsi, grâce à Copernicus, et avec l'entreprise Kayrros et ses partenaires, que nous avons pu détecter des émissions de gaz à effet de serre que d'autres puissances ne souhaitaient pas révéler. Et donc, nous avons, par l'innovation, par la recherche spatiale, la possibilité de beaucoup mieux suivre, mesurer, et avoir les mécanismes de responsabilité et de contrôle de toute notre politique de lutte contre le dérèglement climatique, dont vous connaissez évidemment, ici, les uns et les autres, l'importance vitale pour notre planète. Voilà le type de projets que l'ESA a vocation à accélérer, qui proviennent d'ailleurs des acteurs publics ou des acteurs privés.

Mais au-delà du climat, le spatial charrie aussi une part de rêve. Ce qu'une puissance projette dans l'espace dit un peu de ce qu'elle est, de son rapport au monde. Et je pense qu'il nous faut aussi, dans ces temps où nous luttons à juste titre contre les fanatismes, les égoïsmes assumés que nous avons vocation à rêver de manière rationnelle, éclairée avec nos compatriotes, et de savoir investir sur ces parts de rêve qui, aussi, nous permettent d'améliorer la connaissance du monde comme de l'univers. Pour nous, européens, le modèle spatial viable est celui-là. Celui qui assume sa part de rêve, mais de manière ouverte, académique, cette part d'enseignement libre et de recherche libre. Et je le dis ici aussi avec beaucoup de force, pour nous, européens, le modèle spatial viable n'est pas celui de l'exploitation, n'est pas celui de l'augmentation du nombre de touristes spatiaux pour des milliers, voire des millions de dollars, pas plus que le seul horizon n'est l'exploitation minière de la lune. Nous, européens, cultivons en effet une certaine idée de l'espace comme un regard décentrant sur le monde et sur la condition humaine, comme un bien commun qui doit être utile à tous. Nous, européens, croyons davantage à l'exploration, à la connaissance, et donc à des vols habités de long terme plutôt qu'à la marchandisation de l'espace. La fin de la coopération internationale dans le cadre de l'ISS après 2030, doit ainsi nous conduire à proposer, à côté des Etats-Unis et de la Chine, notre modèle propre, et c'est là aussi le bon moment pour nous poser cette question. Nous devons continuer de financer de grands programmes de recherche fondamentale, de recherche appliquée, et au même titre que je disais que notre espace, bien commun, devait être régulé dans ses usages, il nous faut continuer d'investir dans sa recherche, sa compréhension, de continuer à former les meilleurs esprits, de continuer à avoir les plus grands prix Nobel qui s'investissent dans ce domaine, d'avoir notre jeunesse qui s'y intéresse, pour toutes ces formes de recherche et d'application, et de développer ce modèle qui nous permet d'être là aujourd'hui. L'ESA a déjà identifié des pistes en matière de science spatiale et de vols habités. Et je veux ici vous en remercier. Et je propose que nous puissions accompagner cet élan, en travaillant dans le cadre que l'ESA définira d'ici l'été prochain, pour formuler des propositions sur nos ambitions européennes en matière d'exploration, de vols habités, pouvoir éclairer les décisions stratégiques que nous aurons ensuite à prendre. Et il nous faut à chaque fois, évidemment, mesurer l'utilité sociale, savoir donner nos priorités chiffrées. Et en vue de la ministérielle de novembre 2022, préparer des choix que nous devons faire. En nous posant des questions qui ont un caractère quelque peu vertigineux, et qui doivent être éclairées par les meilleurs esprits du domaine, mais aussi, je crois, être éclairées par des responsables politiques, des chercheurs en éthique pour que nous puissions procéder aux arbitrages qu'il convient. Quelle doit être la part respective des vols habités et robotisés, notamment pour le vol à destination de la Lune ou de Mars ? Si la piste de lanceurs lourds est ambitieuse mais coûteuse, est-ce que le développement de capacités robotiques peut être une piste à explorer, notamment car les retombées vers les activités terrestres durables comme la santé, le numérique ou l'énergie peuvent être aussi très nombreuses ? Visons-nous la Lune, où les Chinois retourneront prochainement, puis Mars, que visent les Américains ? Il nous faut là aussi anticiper un positionnement européen pour une première mission internationale humaine vers Mars prochainement à la fin de la prochaine décennie. Visons-nous des coopérations, à la lumière de l'ISS, ou l'autonomie stratégique en la matière ? Ce sont là quelques questions. Quand je disais qu'elles sont vertigineuses, ce n'est pas simplement en faisant référence à ce qu'on peut s'imaginer, si tant est que ce soit imaginable, des projets qu'il y a derrière, des aventures humaines et scientifiques qu'ils recouvrent, mais parce que ce sont des questions véritablement fondamentales qui nous engageront pour des décennies. En fonction des réponses apportées, des projets pourront se construire. Nous devons alors nous donner les moyens des ambitions que nous définirons ensemble, avec, là aussi, une approche ouverte sur les ruptures technologiques en mobilisant toute la filière, et là aussi avec une logique d'achat de services et de développement itératif pour mobiliser efficacement tous les acteurs privés. Avec un premier retour à la mi-année et en perspective à l'automne prochain la conférence ministérielle de l'ESA qui se tiendra à Paris et doit nous permettre de concrétiser cette vision, nous voyons combien sur tous ces sujets fondamentaux l'agenda spatial est chargé.

Voilà, Mesdames et Messieurs, quelques-unes des réflexions, des pistes de travail et d'action que je voulais partager avec vous aujourd'hui. Vous le voyez, nous sommes en la matière à un moment décisif pour notre Europe, compte tenu de l'accélération technologique et industrielle, compte tenu aussi des choix fondamentaux, civilisationnels qui sont faits à l'égard de l'espace. Et au fond décider de nous retirer, décider de ne plus nous investir, c'est décider de fait de laisser des grandes puissances, des grandes multinationales privées le faire à notre place et choisir un autre modèle. Et donc il nous faut assumer de soutenir massivement nos grandes universités, nos grands organismes de recherche, de poursuivre des grands programmes avec nos industriels historiques et de nouveaux acteurs, et de bâtir cette stratégie spatiale européenne clef pour notre souveraineté.

Un des pères de notre civilisation, PLATON, disait que « l'astronomie oblige l'âme à regarder vers le haut ». Et en nous engageant dans l'aventure spatiale, nous défendons plus encore qu'une souveraineté, plus encore qu'une prospérité. Nous défendons une vision du monde. Voilà pourquoi il était important pour moi d'être présent parmi vous à Toulouse aujourd'hui, ville coeur de l'aérospatiale qui héberge déjà le coeur de l'aventure européenne dans le domaine aéronautique, mais surtout parce que je sais combien les travaux en cours de la Commission, l'engagement de l'ESA et le travail des ministres de notre Europe ici-même ces jours-ci et dans les mois qui viennent, seront déterminants pour notre avenir.

Je vous en remercie. Merci à toutes et tous.